

**Consultation publique  
sur les référentiels de coûts et autres éléments  
pertinents pour la mise en œuvre des obligations  
de contrôle tarifaire sur les prestations  
de terminaison d'appel et de départ d'appel  
sur les réseaux fixes**

Réponse de France Télécom

20 Juin 2008

## Synthèse

France Télécom souhaite que toutes les terminaisons d'appel fixes des opérateurs soient soumises à un encadrement tarifaire sur toute la période d'analyse de marché.

### **Une symétrie immédiate**

Il n'existe aucun facteur exogène justifiant une asymétrie des TA Fixes.

En outre, les coûts unitaires de départ et de terminaison d'appel sur le réseau IP de France Télécom sont, dès 2009, inférieurs aux coûts moyens de production de ces services sur le réseau RTC de France Télécom. A cette date, le réseau IP de FT écoule des volumes sensiblement équivalents à ses principaux concurrents.

La TA des opérateurs alternatifs doit donc être strictement symétrique avec celle de France Télécom, dès le premier jour de l'entrée en vigueur de l'analyse de marché. Il ne doit pas y avoir période de transition.

### **Coûts d'un opérateur efficace produisant les services réellement rendus sur le territoire national de 2009 à 2011**

Au regard des contraintes opérationnelles et contractuelles auxquelles est soumis France Télécom et de l'immaturité de ces technologies, une migration du réseau RTC de France Télécom vers une technologie NGN ne saurait avoir d'effets substantiels sur la structure de coûts tendancielle de France Télécom avant le début du 3<sup>ème</sup> cycle d'analyse de marché (soit après 2011/2012)

Il ne serait pas raisonnable d'orienter les tarifs d'une prestation qui fonctionne (les services réellement produits sur le marché français de 2009 à 2011) vers les coûts d'un service qui ne fonctionne pas (technologie immature et coûts d'exploitation virtuels). Les modèles bottom-up cités par l'Autorité, qui n'ont fait l'objet d'aucune réconciliation avec des modèles top-down, ne sauraient donc raisonnablement être utilisés comme des références de coûts pertinentes pour la période 2009-2011.

Seuls les coûts prévisionnels 2008 à 2011 de France Télécom, calculés à partir de références auditées et d'hypothèses raisonnables d'évolution des coûts constituent une référence pertinente pour déterminer les coûts d'un opérateur efficace délivrant les services qui seront réellement produits sur le marché.

### **Encadrement tarifaire des prestations de terminaison d'appel de FT**

Du fait de la décroissance particulièrement rapide du trafic écoulé sur son réseau, les coûts unitaires de départ et de terminaison d'appel prévisionnels 2008 à 2011 de France Télécom sont substantiellement supérieurs aux tarifs actuellement en vigueur pour ces prestations.

La TA de France Télécom doit donc progressivement augmenter.

### **Evolutions des prestations de départ d'appel**

La prestation de départ d'appel, en particulier de sélection du transporteur, est une prestation fondamentalement asymétrique, produite majoritairement sur le réseau RTC. Son coût moyen est donc substantiellement supérieur au coût de terminaison d'appel.

Les données entre crochets [SDA : ] sont soumises au secret des affaires

## Plan du document

I	Rappel des projets de régulation de la terminaison d'appel fixe .....	4
I.1	Il est indispensable de garantir la prévisibilité sur les tarifs de terminaison d'appel et de fixer un encadrement tarifaire pour les tarifs des prestations de terminaison d'appel fixe de tous les opérateurs.....	4
I.2	C'est le caractère disproportionné de l'imposition de calcul de coûts réglementaires qui fonde la non excessivité, et non la position de marché des opérateurs alternatifs.....	4
I.3	Les tarifs définis dans l'encadrement tarifaire doivent refléter les coûts d'un opérateur efficace délivrant les services réellement rendus de 2008 à 2011 sur le territoire national.....	5
II	Références de coûts disponibles.....	6
II.1	Le modèle de coûts de France Télécom s'appuie sur des éléments objectifs et conformes aux textes en vigueur.....	6
II.1.1	Sur la conformité de la méthode de comptabilisation des coûts de France télécom avec les méthodes retenues par l'Autorité.....	6
II.1.2	La modélisation prévisionnelle des coûts de départ et de terminaison d'appel 2008-2011 transmise à l'Autorité s'appuie sur des éléments objectifs et audités.....	7
II.2	Sur les prétendues « limites » du modèle de France Télécom identifiées par l'Autorité .....	8
II.2.1	Les coûts prévisionnels dépendent de la qualité des prévisions de trafic ... ce qui est vrai quel que soit le modèle.....	8
II.2.2	Les évolutions du modèle de France Télécom sont liées aux évolutions de la réalité du marché ... ce devrait être vrai pour tous les modèles.....	8
II.2.3	La technologie « NGN » n'est industriellement pas disponible sur la période 2008-2011 ... pour aucun opérateur rendant des services de téléphonie fixe sur un territoire comparable à la France .....	9
II.2.4	Le fait que le modèle de France Télécom se base sur le réseau réellement exploité par France Télécom ne saurait être considéré comme une « limite », mais constitue bien au contraire une garantie de fiabilité. ....	10
II.2.5	Il ne serait pas raisonnable d'orienter les tarifs d'un service qui fonctionne vers les coûts d'une configuration de réseau qui ne fonctionnerait pas ... sauf à abandonner la régulation des tarifs d'interconnexion au commutateur d'abonné.....	11
II.2.6	Du fait de l'existence d'un progrès technique dans la modélisation, les actifs du modèle de France Télécom sont soumis à une pression concurrentielle ... le modèle de FT est donc fiable .....	11
II.3	Les modèles alternatifs présentés par l'Autorité ne sauraient constituer des références pertinentes pour la régulation .....	12
II.3.1	Le modèle « NGN pur » pose de nombreux problèmes et doit être écarté.....	12
II.3.2	Le modèle « TERA » ne saurait constituer une modélisation adaptée .....	12
II.3.3	Les coûts totaux ne peuvent que décroître ... mais il n'en n'est pas nécessairement de même des coûts unitaires.....	13
II.3.4	Le Benchmark Européen est erroné ... et, après correction, montre que les TA de France Télécom sont particulièrement basses.....	13
II.4	Proposition d'encadrement des tarifs de France Télécom .....	14
III	Asymétrie .....	15
III.1	Il n'existe aucun argument justifiant une asymétrie des terminaisons d'appel .....	15
III.2	L'autorité doit donc réaliser, au plus vite, la convergence sur ce second cycle.....	16
III.3	Une asymétrie transitoire devrait se traduire par un niveau de TA pour France Télécom supérieur aux coûts de l'opérateur de référence. ....	16
IV	Départ et Terminaison d'appel.....	17
IV.1	Départ et Terminaison d'appel sont substituables sur les accès RTC.....	17
IV.2	Le coût du départ d'appel est structurellement plus élevé que celui de la TA.....	17
V	Structure tarifaire .....	18

## **I Rappel des projets de régulation de la terminaison d'appel fixe**

**Question** : Quelles remarques pouvez-vous faire sur cette partie ?

### ***I.1 Il est indispensable de garantir la prévisibilité sur les tarifs de terminaison d'appel et de fixer un encadrement tarifaire pour les tarifs des prestations de terminaison d'appel fixe de tous les opérateurs.***

France Télécom partage l'analyse de l'Autorité selon laquelle :

- le secteur a par le passé pâti de l'absence de visibilité de la régulation des prestations de départ et de terminaison d'appel fixes en matière de niveaux pratiqués ;
- au regard de la part de marché d'accès des opérateurs fixes alternatifs, et donc du poids relatif de leur terminaison d'appel, il est indispensable de fixer, dès le premier jour de l'entrée en vigueur de l'analyse de marché, un encadrement tarifaire des prestations de terminaison d'appel **unique** pour tous les opérateurs, au niveau de terminaison d'un opérateur de référence produisant les services qui seront réellement rendus sur le marché français dans la période 2009-2011.

### ***I.2 C'est le caractère disproportionné de l'imposition de calcul de coûts réglementaires qui fonde la non excessivité, et non la position de marché des opérateurs alternatifs***

Ce raisonnement est clairement établi par l'Autorité dans la partie 1.1.1 de son analyse « *C'est pourquoi l'Autorité propose d'imposer ... pour les opérateurs alternatifs, dans un souci de proportionnalité des remèdes, une interdiction de pratiquer des tarifs excessifs* »

En revanche, à la page 9, l'Autorité semble évoquer un autre raisonnement puisqu'elle déclare « *[souhaiter] appliquer une régulation différenciée des Terminaison d'appel de France Télécom et des opérateurs compte tenu de leurs positions respectives sur les marchés ... la prestation de TA de France Télécom serait ainsi orientée vers les coûts d'un opérateur efficace tandis que les opérateurs alternatifs ne devraient pas pratiquer de tarifs excessifs* »

Ce raisonnement pose problème car il laisserait sous entendre que le niveau de terminaison d'appel des opérateurs alternatifs pourrait dépendre de leur part de marché – ce que le GRE, l'Arcep ou la simple analyse des coûts d'un opérateur qui est parfaitement en mesure de choisir ses zones d'implantation et ses clients permet de réfuter.

France Télécom estime par conséquent qu'il conviendrait de retirer cette phrase.

### **I.3 Les tarifs définis dans l'encadrement tarifaire doivent refléter les coûts d'un opérateur efficace délivrant les services réellement rendus de 2008 à 2011 sur le territoire national.**

France Télécom demeurant pendant cette période un opérateur prépondérant, et son efficacité n'ayant pas été remise en cause par l'ARCEP de manière objective, il est raisonnable d'utiliser pour l'encadrement pluriannuel des tarifs des opérateurs les coûts prévisionnels transmis par France Télécom à l'Autorité.

En outre, la jurisprudence a toujours considéré que les coûts réels de l'opérateur dominant, dans la mesure où il est capable de produire des éléments comptables pertinents, doivent être pris en compte. Un arrêt récent (24 avril 2008) de la Cour de justice des communautés européennes dispose en effet que :

- « les autorités réglementaires nationales **doivent** prendre en compte ... les coûts **réels** ... [de] l'opérateur notifié, ainsi que les coûts prévisionnels »<sup>1</sup>
- Ce n'est qu' « **à défaut** de documents comptables complets et compréhensibles, [que] les autorités réglementaires nationales déterminent les coûts en se fondant sur un modèle analytique des coûts ascendant ou descendant »<sup>2</sup>

A contrario, les modèles « bottom-up » cités par l'Autorité ne présentent pas les garanties de fiabilité de modélisation tant en ce qui concerne le périmètre des services réellement rendus sur le territoire national, que la prise en compte de coûts d'exploitation réellement supportés, tout au long de la période 2009-2011. Ils n'ont en outre jamais fait l'objet d'un quelconque exercice de réconciliation avec le modèle top down présenté à l'Autorité à de nombreuses reprises depuis début 2008.

Les références aux modèles bottom-up doivent par conséquent être écartées.

En outre, contrairement à ce qui est écrit dans le document soumis à consultation en page 12, il y aurait bel et bien un risque de non recouvrement des coûts si :

- l'ensemble des coûts incrémentaux à long terme de la prestation d'interconnexion était mal identifié ;
- il y avait substitution directe entre la terminaison d'appel et un produit de détail. Or en l'occurrence c'est le cas pour la terminaison d'appel sur le réseau RTC de France Télécom du fait de l'existence de la sélection de transporteur et de l'existence de mécanismes de rappel automatique.

Une démarche consistant à s'écarter manifestement des éléments de coûts transmis par France Télécom serait par conséquent infondée.

<sup>1</sup> p23, 2 - Dans le cadre de l'application du principe d'orientation des tarifs de l'accès dégroupé à la boucle locale en fonction des coûts, prévu à l'article 3, paragraphe 3, du règlement n° 2887/2000, les autorités réglementaires nationales doivent prendre en compte, pour déterminer la base de calcul des coûts de l'opérateur notifié, les coûts réels, à savoir les coûts déjà payés par l'opérateur notifié, ainsi que les coûts prévisionnels, ces derniers étant fondés, le cas échéant, sur une estimation des frais de remplacement du réseau ou de certains éléments de celui-ci.

<sup>2</sup> p23, 4 - Le droit communautaire n'exclut pas l'hypothèse que, dans le cadre de l'application du principe d'orientation des tarifs de l'accès dégroupé à la boucle locale en fonction des coûts, à défaut de documents comptables complets et compréhensibles, les autorités réglementaires nationales déterminent les coûts en se fondant sur un modèle analytique des coûts ascendant ou descendant

## II Références de coûts disponibles

(a) Sur les éléments permettant d'apprécier les coûts d'un opérateur efficace

### **Questions :**

Quelles remarques pouvez-vous faire sur les références de coûts mentionnées par l'Autorité ?

Quels autres éléments pouvez-vous communiquer à l'Autorité concernant les paramètres d'estimation des coûts d'un opérateur efficace ?

L'Autorité rappelle qu'elle cherche à définir les coûts d'un opérateur efficace et non les coûts réellement encourus chacun des opérateurs sur le marché.

### ***II.1 Le modèle de coûts de France Télécom s'appuie sur des éléments objectifs et conformes aux textes en vigueur.***

#### **II.1.1 Sur la conformité de la méthode de comptabilisation des coûts de France télécom avec les méthodes retenues par l'Autorité**

La décision 06-1007 de l'Autorité concernant la comptabilisation des coûts et la séparation comptable, indique que les coûts des actifs de production peuvent faire l'objet d'une valorisation en coûts de remplacement en filière.

Cette valorisation respecte en particulier les principes suivants, qui sont particulièrement structurants pour s'assurer que l'opérateur modélisé est non seulement efficace, mais qu'il produit des services réels, sur la base de technologie réellement disponibles.

- L'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts est relative aux services effectivement fournis par France Télécom dans le cadre de ses obligations réglementaires, pour les services qui sont soumis à cette obligation. Ces services sont notamment caractérisés par leurs interfaces et par leurs points de livraison.
- Le réseau de remplacement efficace d'une année donnée est celui qui, utilisant les technologies industriellement disponibles cette année là, produit les mêmes services de gros et de détail (avec leurs points et leurs interfaces de livraison) que le réseau réel la même année, pour le coût annualisé des actifs de production minimal cette année là. C'est alors ce coût annualisé qui sert de référence pour les coûts réglementaires des actifs de production considérés
- La présence des points de livraison des services de gros dans le réseau de remplacement modélisé, ce qui est une nécessité pour que le modèle soit cohérent avec son objet, implique que les nœuds du réseau réel sont

conservés dans le réseau de remplacement. Cette condition, et le choix de limiter strictement les configurations techniques aux configurations pouvant être modélisées avec fiabilité sur la base de données observables, protègent également le modèle du réseau de remplacement contre le choix d'hypothèses techniques dont le caractère fonctionnel ne serait pas avéré et d'hypothèses économiques arbitraires car non fondées sur l'observation du réel.

- La condition de réalisme et de cohérence, qui impose de s'appuyer sur l'observation du réel, porte également sur la mesure du taux de progrès technique qui est un paramètre essentiel du calcul des coûts annualisés en filière. C'est pourquoi la méthode utilisée par France Télécom, et validée par l'Autorité, consiste à déduire le taux de progrès technique de la comparaison entre le patrimoine de remplacement et le patrimoine historique, donc à le calculer de façon endogène à partir de la modélisation du réseau de remplacement. L'option inverse, qui consisterait à plaquer un taux de progrès technique exogène sur le modèle du réseau de remplacement, n'est pas admissible dès lors que le taux de progrès technique est en réalité déterminé par la valorisation de l'investissement de remplacement.

Au cas d'espèce de l'interconnexion, les textes réglementaires définissant la méthode de comptabilisation des coûts de l'interconnexion sont toujours en vigueur

- La recommandation 98/195/CE du 8 janvier 1998 établissant la distinction entre coûts relatifs à l'accès et au trafic, est visée dans l'arrêt de la CJCE du 24 avril 2008.
- La décision ART 2002-1027 définissant l'application de cette recommandation en France dispose que
  - « *les coûts de référence utilisés pour calculer les tarifs d'interconnexion de France Télécom sont désormais les coûts moyens incrémentaux de long terme* »
  - « *L'optimisation n'a pas remis en cause le nombre et la position des nœuds de ce réseau. Il s'agissait en effet à la fois de retenir une architecture et un dimensionnement efficaces tout en permettant de modéliser les coûts d'un service d'interconnexion semblable à celui effectivement utilisé par les opérateurs* »

### **II.1.2 La modélisation prévisionnelle des coûts de départ et de terminaison d'appel 2008-2011 transmise à l'Autorité s'appuie sur des éléments objectifs et audités.**

Parallèlement à cette consultation, France Télécom a transmis à l'Autorité une prévision de ses coûts unitaires de départ et de terminaison d'appel pour la période 2008-2011, en s'appuyant sur les éléments objectifs suivants :

- Les derniers coûts audités connus : les coûts constatés 2006 et prévisionnels 2008 ;
- Une prévision de la demande relative à son réseau pour la période 2008-2011 ;
- Des hypothèses raisonnables d'évolution de ces coûts qui ont été présentées à l'Autorité et transmises formellement.

## **II.2 Sur les prétendues « limites » du modèle de France Télécom identifiées par l'Autorité**

A titre liminaire, France Télécom note qu'il serait souhaitable que le document soumis à consultation appliquât avec la même sévérité au modèle développé par un cabinet externe la même grille d'analyse critique que celle déployée dans le paragraphe à l'encontre du modèle de France Télécom.

Toutefois, comme on pourra le constater ci-après, aucune des critiques formulées par l'Autorité ne saurait raisonnablement permettre à l'Autorité d'écarter le modèle présenté par France Télécom.

### **II.2.1 Les coûts prévisionnels dépendent de la qualité des prévisions de trafic ... ce qui est vrai quel que soit le modèle**

Le fait qu'un calcul de coûts unitaires prévisionnels soit dépendant de la qualité des prévisions de trafic est une évidence qui s'applique à tous les modèles et non pas uniquement à celui établi par France Télécom.

A la connaissance de France Télécom il ne semble pas que les écarts de prévision entre son modèle de trafic et celui de l'Autorité soient tels que cela pourrait induire des différences significatives.

### **II.2.2 Les évolutions du modèle de France Télécom sont liées aux évolutions de la réalité du marché ... ce devrait être vrai pour tous les modèles**

L'Autorité semble estimer que les « *constantes évolutions* » du modèle de France Télécom rendraient « *plus délicate l'utilisation de ce modèle comme référence* »

Il convient tout d'abord de rappeler que si le modèle de France Télécom évolue, c'est parce que les réalités du marché et des techniques évoluent. Ce modèle s'efforce donc uniquement de traduire ces évolutions. Ce ne sont par conséquent pas les évolutions du modèle qui sont difficiles à prévoir, ce sont les évolutions de la réalité ... et cette difficulté prévaut pour tous les modèles.

Dès lors, ce n'est pas en écartant un modèle dont le principal objectif est de s'attacher à décrire la réalité de marché que l'on résoudra la question de la prévisibilité des évolutions du marché et de la technique. A contrario, si l'Autorité devait maintenir des réserves sur tout modèle qui évolue pour chercher à capturer la réalité du marché, on pourrait s'interroger sur le caractère arbitraire d'une décision qui ignorerait, plutôt que de les interpréter, les évolutions de modélisation.

Par ailleurs, le fait que les coûts constatés 2006 se soient avérés inférieurs aux coûts prévisionnels 2006 prévus en 2005 montre surtout que des informations sur les coûts, inconnues en 2005, ont été révélées par l'exercice 2006. Mais ce ne sont pas les modèles qui créent ce type d'informations.

En outre, France Télécom a communiqué à l'Autorité à l'automne 2007, dès qu'elle a eu connaissance de ces informations et présenté aux opérateurs



alternatifs en réunion multilatérale les différents éléments qui expliquent ces écarts. Bien entendu, la modélisation prévisionnelle 2008-2011 tient compte de l'information révélée par l'exercice 2006.

### **II.2.3 La technologie « NGN » n'est industriellement pas disponible sur la période 2008-2011 ... pour aucun opérateur rendant des services de téléphonie fixe sur un territoire comparable à la France**

Il existe en effet de nombreux freins opérationnels à son déploiement sur le marché français, parmi lesquels figurent :

- Des contraintes réglementaires et contractuelles, qui imposent à France Télécom de proposer une interconnexion sur chacun de ses commutateurs d'abonnés.
- D'éventuelles contraintes opérationnelles qui pourraient être imposées à France Télécom, en particulier si le délai de prévenance pour démontage des CAA passait de 12 à 18 mois, comme envisagé dans le document transmis au Conseil de la Concurrence.
  - Il est à cet égard paradoxal que l'Autorité envisage à la fois de limiter la capacité de France Télécom à adapter son réseau tout en envisageant qu'elle puisse l'adapter plus rapidement que dans un scénario prévisionnel établi sur la base de prévisions opérationnelles cohérentes avec les dispositions réglementaires actuellement en vigueur.
- Le fait que les services de liaisons louées, X25, RNIS, télécartes publiphonique et la sélection du transporteur hors zone locale de tri, qui sont à ce jour des services dont la fourniture est imposée à France Télécom au titre du service universel ou d'analyses de marché en vigueur, nécessiterait pour pouvoir être opérés en technologie IMS dans le réseau de France Télécom, des délais et des développements spécifiques importants. En outre, certains de ces développements n'auraient aucun sens pour des services amenés à décliner, et ne seront pas développés par les industriels.

Par ailleurs, les responsables de la planification du réseau de France Télécom, dont le métier est de rechercher en permanence l'optimum économique tout en garantissant dans les faits la continuité de l'ensemble des services qu'assure ce réseau n'anticipent pas le début de son « renouvellement » (opération particulièrement lourde de migration de millions de clients sur des cartes POTS dans des DSLAM, qui ne peut débuter avant que le cœur du réseau soit capable de prendre en charge fonctionnellement la première carte POTS en fournissant la grande majorité des services développés sur le RTC en une décennie) avant [...].

En outre cette opération prendra au minimum [...] ans. On peut d'ailleurs noter que BT, qui avait prévu de dérouler une opération similaire entre 2003 et 2008 a annoncé avoir pris du retard.

Une telle opération n'aura donc pas d'effet sur la structure d'interconnexion et les coûts d'exploitation de France Télécom avant le début du 3<sup>ème</sup> cycle d'analyse de marché.

**II.2.4 Le fait que le modèle de France Télécom se base sur le réseau réellement exploité par France Télécom ne saurait être considéré comme une « limite », mais constitue bien au contraire une garantie de fiabilité.**

Le modèle prévisionnel présenté à l'Autorité se base sur une prévision de la demande réelle à laquelle le réseau de France Télécom devra répondre dans les années à venir. Cet état de fait ne peut être reproché au modèle présenté par France Télécom. A contrario, l'Autorité devrait s'interdire d'utiliser les données émanant d'un modèle virtuel non réconcilié.

En outre, l'Autorité ne peut légitimement écrire que la modélisation présentée par France Télécom « ne prend pas en compte des ruptures technologiques qui modifieraient la structure de ce réseau, en particulier le passage à un réseau NGN pur », puisqu'une variante a été présentée à l'Autorité pour évaluer les effets du remplacement à moyen terme de la technologie de commutation RTC par une technologie IP. L'Autorité a pu constater que cette modélisation permettait d'établir des coûts unitaires très proches de la modélisation initiale, ce qui ne peut que renforcer la crédibilité du modèle de France Télécom.

Comme établi ci-avant, le « NGN pur » est une technologie virtuelle, qui n'est à ce jour pas industriellement disponible et donc accessible pour produire des services réels sur le marché français pendant la période 2008-2011.

### **II.2.5 Il ne serait pas raisonnable d'orienter les tarifs d'un service qui fonctionne vers les coûts d'une configuration de réseau qui ne fonctionnerait pas ... sauf à abandonner la régulation des tarifs d'interconnexion au commutateur d'abonné.**

Si l'Autorité s'interrogeait non pas sur la référence d'efficacité pour produire un service donné (avec ses points et ses interfaces de livraison), mais sur l'efficacité de ce service lui-même (pertinence de l'interconnexion au CA pour le trafic au départ ou à destination des clients de France Télécom, capacité à rendre le service avec une technologie virtuelle), alors ce serait la question de la pérennité de sa fourniture qu'il faudrait se poser.

Il conviendrait en effet alors de définir **le calendrier et le plan de migration** des opérateurs vers les points et les interfaces de livraison correspondant au seul service sur lequel porterait la régulation de l'Autorité.

Sous cette hypothèse, France Télécom serait contrainte de faire évoluer de façon importante son réseau dans un calendrier ne correspondant pas nécessairement à celui d'une évolution optimale de son réseau (étant entendu qu'il existe un point d'arbitrage entre réaliser cette opération au plus tôt et devoir migrer un nombre considérable de clients POTS, ou attendre que ce nombre soit réduit et subir des coûts d'exploitation plus élevés pendant une période plus longue). Le coût total d'une telle migration réalisée sous contrainte serait supérieur au coût d'une migration dont France Télécom pourrait déterminer le calendrier, raison d'ailleurs du calendrier retenu à ce jour, et en application du principe de causalité, ces coûts seraient intégralement imputables au nouveau service d'interconnexion.

### **II.2.6 Du fait de l'existence d'un progrès technique dans la modélisation, les actifs du modèle de France Télécom sont soumis à une pression concurrentielle ... le modèle de FT est donc fiable**

La critique sur l'absence de pression concurrentielle du fait du non remplacement effectif des matériels est infondée car le taux de progrès technique mesuré à l'époque des derniers achats, et dont le modèle poursuit la tendance, intègre tout à fait la pression concurrentielle qui s'est exercée sur ce type d'équipement à l'époque où il constituait une part importante des achats des opérateurs.

En outre, France Télécom a présenté à l'Autorité une variante de modélisation des coûts de son modèle bottom-up dans le cas d'un cœur de réseau IP qui permet d'établir que les coûts unitaires – utilisant alors une technologie plus récente – sont relativement proches des coûts unitaires en technologie RTC.

### **II.3 Les modèles alternatifs présentés par l'Autorité ne sauraient constituer des références pertinentes pour la régulation**

#### **II.3.1 Le modèle « NGN pur » pose de nombreux problèmes et doit être écarté**

Les principaux problèmes posés par ce type de modèle sont :

- Un **nombre considérable de paramètres d'entrée** qui ne sont pas des observables et rendent les résultats parfaitement arbitraires ;
- L'absence de garantie quant au caractère fonctionnel de ce qui est modélisé ;
- Le caractère exogène et par là même **arbitraire de l'estimation du taux de progrès technique** dont la valeur a pourtant des effets majeurs sur le calcul des annuités d'amortissement économique ;
- Des **risques très élevés d'incohérence temporelle** dans les modalités d'amortissement des coûts de patrimoine. Ce type de modèle oublie le plus souvent qu'une année donnée un patrimoine ne peut pas être à la fois neuf (par la technologie qu'il emploie) et vieux (par le ratio entre son patrimoine net et son patrimoine brut) ;
- L'absence totale de fiabilité de l'estimation des coûts d'exploitation et de support (le document de l'Autorité ne fait par exemple aucunement mention de la fiscalité) ;
- La méconnaissance du lien organique entre l'estimation des coûts d'exploitation et de support et les règles d'amortissement du patrimoine associé.

En outre, le modèle en question n'a jamais été présenté à France Télécom.

En particulier le travail de réconciliation évoqué par l'Autorité en page 19 n'a jamais eu lieu. Or la jurisprudence écarte l'utilisation de modèles bottom up qui n'ont pas fait l'objet de réconciliation avec des modèles top-down.

Il semblerait par conséquent raisonnable de conclure que l'Autorité ne peut qu'écarter ce modèle à ce stade de son analyse.

#### **II.3.2 Le modèle « TERA » ne saurait constituer une modélisation adaptée**

France Télécom partage le constat de l'Autorité selon lequel ce « *modèle est virtuel* », en particulier parce que :

- Il décrit un réseau qui ne permet pas de servir la demande réelle à laquelle France Télécom doit faire face (en particulier les accès VLB) ;
- Comme tout modèle bottom-up non réconcilié, il ne peut produire que des coûts d'exploitation non observables et ne peut constituer une base sérieuse pour la régulation.

Par ailleurs, France Télécom partage l'analyse de l'Autorité selon laquelle « *la migration du service voix de RTC vers NGN n'est efficace économiquement que si le coût du service voix est inférieur en NGN* », mais tient à rappeler que le choix de migration des clients RTC vers un réseau NGN ne concerne ... que les clients du réseau RTC.

Si elle souhaite prendre en compte les résultats d'un modèle bottom up, l'Autorité ne saurait donc se dispenser d'une nouvelle modélisation, sur la base d'un modèle réconcilié répondant à la demande réelle à laquelle France Télécom devra faire face, qui concluerait sans doute que les données transmises par France Télécom constituent une excellente approximation du coût unitaire de terminaison sur un réseau réel pour la période 2008-2011.

### **II.3.3 Les coûts totaux ne peuvent que décroître ... mais il n'en n'est pas nécessairement de même des coûts unitaires**

L'idée exprimée dans le document en page 20 selon laquelle les coûts unitaires futurs doivent nécessairement être plus bas que les coûts passés n'est pas nécessairement vraie :

- si les volumes baissent, les coûts totaux ne diminuent pas nécessairement à la même vitesse, donc les coûts unitaires peuvent augmenter en dépit de l'introduction de technologies de nouvelle génération ;
- si la réglementation obligeait l'opérateur à maintenir des interfaces d'interconnexion en technologie RTC malgré l'obsolescence de cette technologie, les coûts pourraient également monter
- si a contrario elle imposait à France Télécom de migrer massivement son réseau RTC vers une technologie NGN, les coûts relatifs à cette opération seraient à imputer à cette nouvelle prestation.

L'assertion suivante de l'Autorité « *S'il est donc légitime d'envisager une baisse de la terminaison d'appel d'un opérateur efficace sous l'effet du progrès technique et des gains de productivité, il convient de limiter cette baisse aux éléments de coûts connus de l'Autorité.* » ne prend par conséquent pas en compte les baisses importantes de volume.

### **II.3.4 Le Benchmark Européen est erroné ... et, après correction, montre que les TA de France Télécom sont particulièrement basses**

France Télécom partage l'analyse de l'Autorité selon laquelle le benchmark tiré du XIIIème est erroné, mais conclut des corrections qu'elle est en mesure d'apporter que le niveau de la Terminaison d'appel actuel de France Télécom est à ce jour l'un des plus bas. En effet

- Les valeurs les plus basses du benchmark sont erronées
  - Le tarif UK (0,11) est le tarif week end , en pence/minute ;
  - Le tarif Italien (0,42) passera à 0,57cent€/min en 2010 ;
  - Le tarif Allemand est depuis le 1er janvier 2008 10% au dessus du tarif français.
- Ces trois pays sont deux fois plus denses que la France, et les usages ne sont pas les mêmes
  - En France la transmission de desserte est contrainte par la localisation des répartiteurs et s'en trouve beaucoup plus longue en kilomètre. Elle requiert également des équipements de transmission plus dispersés et de plus petite taille en moyenne ;
  - L'existence d'un plus grand nombre d'URA en France contraint à un nombre de cœurs de chaîne relativement élevé.

#### **II.4 Proposition d'encadrement des tarifs de France Télécom**

(b) quelles propositions pouvez-vous formuler sur l'encadrement des tarifs de FT ? Sur la TA ?
--

Les tarifs de tous les opérateurs devraient être orientés dès le 1<sup>er</sup> Septembre 2008 vers les coûts d'un opérateur efficace produisant les services qui seront réellement rendus sur le marché français sur la période 2009-2011.

Seuls les coûts prévisionnels présentés par France Télécom présentent des garanties suffisantes de fiabilité pour effectuer cette évaluation.

Ceci devrait donc conduire l'Autorité à établir un encadrement des tarifs de France Télécom en augmentation par rapport aux tarifs actuellement en vigueur, pour atteindre [...] en 2011

### III **Asymétrie**

(c) Sur le contrôle tarifaire des terminaisons d'appel des opérateurs alternatifs

**Questions :**

Quelles propositions pouvez-vous formuler sur le contrôle pluriannuel des tarifs de terminaison d'appel des opérateurs alternatifs ?

Quels autres éléments l'Autorité devrait-elle prendre en compte pour définir la forme et le rythme de convergence des TA des opérateurs alternatifs vers la TA d'un opérateur efficace ?

#### **III.1 Il n'existe aucun argument justifiant une asymétrie des terminaisons d'appel**

France Télécom estime que les TA des opérateurs alternatifs n'ont aucune raison de ne pas être symétrique, en effet

- Une asymétrie donne un mauvais **signal d'efficacité** : si l'activité d'un opérateur dépend fortement de l'asymétrie, il ne s'agit pas d'une entrée efficace, et si elle n'en dépend pas, l'asymétrie ne saurait perdurer.
- Une asymétrie rend les conditions de **concurrence inéquitables**
- Une asymétrie conduit à des arbitrages et un trombonning inefficace sur les marchés du transit. Au premier trimestre 2008, sur le marché du transit international, [...] du trafic international vers fixe France était à destination des boucles locales alternatives (alors qu'elles ne représentaient que [...] des accès).

En outre, comme l'indiquent le GRE et l'Autorité dans ce document et dans la décision sur les TA Mobiles : il n'existe **aucun facteur exogène** justifiant une asymétrie des TA

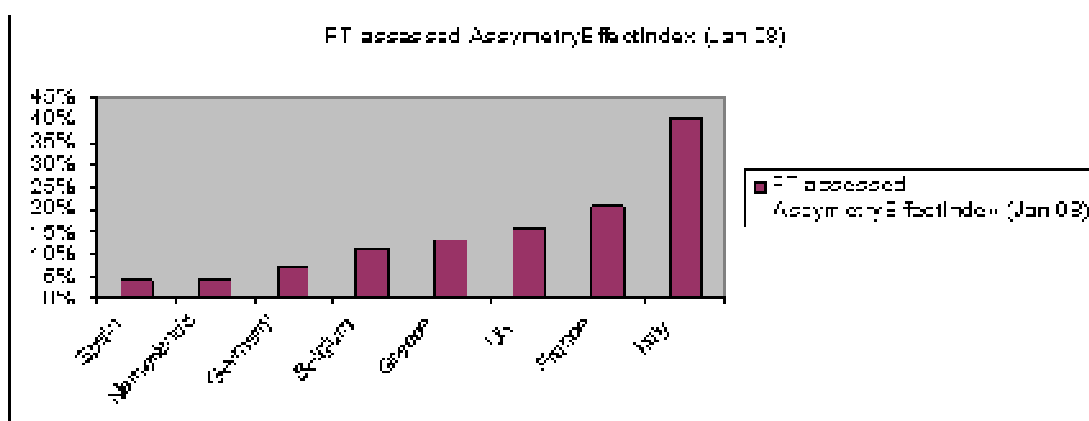
- le décalage temporel est plus que compensé par la capacité des alternatifs à choisir les zones d'implantations (grâce au dégroupage) et les clients à fort trafic (formules tarifaires)
- Il n'y a pas de marketing spécifique du trafic « on net » sur le fixe
- La portabilité fixe est en simple guichet depuis l'origine
- Il n'y a pas de problème d'allocation asymétrique de ressources rares

Même une **asymétrie de trafic** ne saurait justifier une asymétrie de terminaison d'appel : pourquoi un opérateur qui ferait le choix de commercialiser des offres créant des asymétries de trafic ne devrait-il pas être soumis à la même obligation d'efficacité ?

### III.2 L'autorité doit donc réaliser, au plus vite, la convergence sur ce second cycle

Comme l'y engagent le GRE, et la commission Européenne, l'ARCEP devrait établir des niveaux de terminaison d'appel symétriques dès le premier jour de l'entrée en vigueur de l'analyse de marché.

Le tableau ci-dessous (déjà présenté dans la réponse à la première consultation publique de l'Autorité sur l'analyse de marché de la téléphonie fixe) présente le niveau d'asymétrie observé dans les plus grand pays européens. Cet indice (produit de la part de marché des accès alternatifs par le niveau d'asymétrie) mesure l'augmentation moyenne des TA résultant de la politique d'asymétrie engagée jusqu'à ce jour.



### III.3 Une asymétrie transitoire devrait se traduire par un niveau de TA pour France Télécom supérieur aux coûts de l'opérateur de référence.

Dans l'hypothèse où, par extraordinaire et à titre très transitoire, l'Autorité déciderait de pas mettre fin à la situation d'asymétrie dès le premier jour de l'entrée en vigueur de son analyse de marché, l'Autorité devrait s'interroger sur la cohérence entre la décision qu'elle prendrait alors et le raisonnement qu'elle a tenu dans sa décision de régulation des terminaisons d'appel mobile métropolitaine. A la page 92 de la décision 2007-0810, l'Autorité justifie en effet ainsi l'asymétrie accordée à un opérateur : « l'asymétrie est directement reliée au fait que les tarifs proposés ne sont pas encore alignés sur les coûts, et l'Autorité estime que cet effet doit s'apprécier sur l'ensemble des flux de trafics entre opérateurs mobiles. »



## IV Départ et Terminaison d'appel

**Question** : Estimez-vous pertinent, à terme, de distinguer la tarification du départ d'appel et de la terminaison d'appel ? Si oui, cette distinction doit-elle être mise en œuvre dès le deuxième cycle d'analyse des marchés ?

Quelles autres remarques pouvez-vous formuler sur les évolutions prospectives de la régulation de l'interconnexion ?

### ***IV.1 Départ et Terminaison d'appel sont substituables sur les accès RTC***

La consultation fait l'hypothèse que la question de la terminaison d'appel peut être traitée indépendamment de la question de la sélection du transporteur.

Or il n'en est rien pour deux raisons :

- d'une part une partie des **terminaisons d'appels est achetée pour achever un appel commencé en sélection de transport**, sans que l'on puisse distinguer ces terminaisons là des terminaisons achevant un appel commencé sur une boucle locale alternative. Il ne peut donc y avoir de modification de l'assiette des coûts pertinents pour la terminaison d'appel sans que l'équité concurrentielle sur le trafic téléphonique associée à la concurrence par la sélection du transport ne s'en trouve faussée.
- d'autre part les mécanismes de **call-back rendent substituables les prestations de départ d'appel en sélection de transporteur et de terminaisons d'appel**. Dès lors, changer l'assiette des coûts pertinents pour la terminaison d'appel fausserait également par ce biais l'équité concurrentielle sur les services de trafic téléphonique. A cet égard, il convient de noter que :
  - Sur certains marchés il est particulièrement aisé de mettre en place des mécanismes de rappel automatique (en particulier sur le marché entreprise, en configurant des PABX) ;
  - Au départ des publiphones, en l'espace de trois ans pendant lesquels France télécom n'a pas mené de lutte contre ce phénomène, près de 50% du trafic écoulé sur les publiphones correspondait à du « call back »

Sur un accès donné (RTC, haut débit, ou mobile) il n'est donc pas possible de procéder à une allocation différente des coûts relatifs au trafic sur le trafic sortant d'une part, et le trafic entrant d'autre part.

### ***IV.2 Le coût du départ d'appel est structurellement plus élevé que celui de la Terminaison d'appel***

La prestation de départ d'appel, en particulier de sélection du transporteur, est une prestation fondamentalement asymétrique, produite majoritairement sur le réseau RTC. Son coût moyen est donc substantiellement supérieur au coût de terminaison d'appel.

## V Structure tarifaire

**Questions :** L'encadrement tarifaire pluriannuel d'un opérateur efficace de référence doit-il être spécifié comme une contrainte sur un prix moyen prenant en compte l'ensemble des composantes tarifaires de la terminaison d'appel ou doit-on envisager des restrictions directes sur tout ou partie des composantes tarifaires ?

S'agissant de France Télécom ?

S'agissant des opérateurs alternatifs ?

Oui, l'encadrement tarifaire doit être spécifié comme une contrainte de prix moyen en prenant en compte l'ensemble des composantes tarifaires de la terminaison d'appel, aussi bien pour France Télécom que pour les opérateurs alternatifs.

France Télécom estime que la structure d'encadrement tarifaire suivante (tirée de la décision 06-0551 qui fixait un encadrement tarifaire de la prestation de Neuf Telecom) serait à cet égard bien adaptée

$$T_{MPM} = \frac{T_{BPN}}{2600000} + 0,6 \times (0,3 \times T_{normal}^{CEA} + T_{normal}^{min}) + 0,35 \times (0,3 \times T_{réduit}^{CEA} + T_{réduit}^{min}) + 0,05 \times (0,3 \times T_{bleu nuit}^{CEA} + T_{bleu nuit}^{min})$$

avec :

- $T_{MPM}$  : tarif moyen par minute en euros par minute,
- $T_{BPN}$  : tarif « bloc primaire numérique » en euros par BPN et par an,
- $T_{normal}^{min}$  : tarif « minute » du trafic en heures « normales » en euros par minute,
- $T_{réduit}^{min}$  : tarif « minute » du tarif en heures « creuses » en euros par minute,
- $T_{bleu nuit}^{min}$  : tarif « minute » du tarif en heures « bleu nuit » en euros par minute,
- $T_{normal}^{CEA}$  : tarif « charge d'établissement d'appel » en heures « normales » en euros par appel,
- $T_{réduit}^{CEA}$  : tarif « charge d'établissement d'appel » en heures « creuses » en euros par appel,
- $T_{bleu nuit}^{CEA}$  : tarif « charge d'établissement d'appel » en heures « bleu nuit » en euros par appel.

Dès lors que l'Autorité fixe un encadrement pluriannuel, il n'existe aucune raison de contraindre particulièrement un acteur plutôt qu'un autre sur la façon de respecter cet encadrement tarifaire.

**Question :** Partagez-vous l'analyse de l'Autorité ? Quels éléments pouvez-vous communiquer pour éclairer la vision prospective de l'Autorité ?

Comme de nombreux opérateurs l'ont expliqué lors de la multilatérale du 23 avril 2008 sur les Terminaisons d'Appel fixes, la mise en place d'offres d'interconnexion forfaitaires se traduit nécessairement par la mise en place de mécanismes de débordement massifs, pouvant aboutir à une dégradation de la qualité de service si les capacités de débordement se retrouvent elles mêmes saturées.

En outre :

- recréer la notion de BPN (blocs de 30 communications simultanées) sur de futures d'interfaces d'interconnexion IP n'aurait aucun sens ;
- établir une tarification dépendant de la capacité de transmission des liens utilisés ne pourrait que conduire à des architectures sous optimales, dans la mesure
  - où la granularité des systèmes de transmission utilisés à ce jour est plusieurs centaines de fois supérieure à celle utilisée par les technologies d'interconnexion de la fin du siècle dernier (Gbit Ethernet en 2008 vs liens à 2Mbit), ce qui conduirait les opérateurs à devoir – pour optimiser leurs charges capacitaires – changer artificiellement de capacité de transmission pour accompagner progressivement une montée en débit ;
  - ce type de tarification limiterait la capacité des opérateurs à mutualiser des ressources de transmission capacitaires avec d'autres services
- imposer une composante à la capacité et un mécanisme de débordement pose le problème du calcul des coûts subis par l'opérateur assurant le débordement ... coûts qui trouvent leur causalité dans l'existence même d'une offre capacitaire. L'Autorité devrait dès lors expliquer comment elle modifierait les références de coûts dont elle dispose pour tenir compte de ce phénomène.

France Télécom estime que le raisonnement relatif au marché de détail est également erroné : la réalité du développement du marché de détail prouve qu'il est parfaitement possible de commercialiser des offres de détail illimitées avec les niveaux de terminaison d'appel actuel.

Si l'Autorité cherche à apporter des solutions aux opérateurs pour leur permettre de maîtriser les charges relatives aux offres d'abondance, bien plus que de chercher à sur contraindre les conditions tarifaires et opérationnelles de l'interconnexion, elle doit d'abord mettre fin très rapidement au niveau particulièrement élevé d'asymétrie observé sur les TA Fixes.

**Questions :** Estimez-vous pertinent de définir le poids de la composante à la capacité parmi les tarifs d'interconnexion ?

Estimez-vous pertinent de créer une offre d'interconnexion forfaitaire en complément des offres actuelles ?

Il n'existe aucune raison de surcontraindre les opérateurs à mettre en place une composante à la capacité pour leurs tarifs d'interconnexion.

Bien au contraire, il est préférable de laisser les opérateurs libres d'élaborer une structure tarifaire adaptée aux besoins opérationnels.

**Question :** Estimez-vous que les conditions dans lesquelles l'interconnexion doit s'établir doivent faire l'objet d'une approche *ex ante* de l'Autorité spécifiant de manière plus détaillée des modalités techniques ou s'inscrire dans le cadre de négociation entre opérateurs ?

La régulation tarifaire doit être relativement simple pour permettre aux opérateurs – et en particulier à France Télécom – de faire évoluer son réseau (points et modes techniques de livraison) de façon suffisamment souple.

La régulation *ex-ante* (qui impose un délai de prévenance de 12 mois à ce jour avant la fermeture de points d'interconnexion) et les mécanismes d'intervention *ex-post* sont suffisants pour permettre à ces évolutions de se réaliser dans de bonnes conditions.

#### **4.2.3. Sur le gradient horaire**

**Question :** Faut-il maintenir un gradient horaire pour les prestations de France Télécom ? Si oui, celui-ci doit-il être modifié ? Pourquoi ?

Pourquoi les opérateurs alternatifs n'utilisent-ils pas de gradient horaire ? Des gradients sont-ils utilisés pour des prestations de transit ou d'autres prestations d'interconnexion ?

L'utilisation d'un gradient horaire est-elle toujours pertinente pour le dimensionnement des nouveaux réseaux IP ?

Les opérateurs peuvent-ils fournir les profils moyens de consommation de leurs utilisateurs ?

**Question :** Quels autres paramètres faut-il prendre en compte dans la définition du contrôle tarifaire sur les terminaisons d'appel fixes ?

Les usages constatés ne montrent pas d'évolution qui pourrait justifier un changement de la composante gradient horaire.

Il est donc préférable de maintenir un encadrement tarifaire comportant le gradient horaire actuel.